

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER

paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

| ABONNEMENTS | | MODALITES DE PAIEMENT | ANNONCES ET AVIS |
|------------------------------|--|---|--|
| VOIE TERRESTRE OU AERIEENNE | | Les abonnements ou réabonnements, et les annonces, sont payables d'avance | 1.500 F la ligne Il n'est jamais compté moins de 10 lignes, soit 15.000 F.CFA. Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à : JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU NIGER B.P. 116 NIAMEY Téléphone : 72.39.30 - Poste 3081 |
| NIGER | 1 an — 15.000 F.CFA 6 mois — 7.500 F.CFA | | |
| ETRANGER | 1 an — 20.000 F.CFA 6 mois — 10.000 F.CFA | | |
| VOIE AERIEENNE EXCLUSIVEMENT | | Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire. | |
| VENTE AU NUMERO | | | |
| NIGER | Année courante 700 F.CFA Année antérieure 1.000 F.CFA | | |
| ETRANGER | 1.000 F.CFA 1.500 F.CFA | | |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU GOUVERNEMENT

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

| | |
|--|----|
| Loi n° 90-21 du 24 décembre 1990, relative aux lois de Finances | 44 |
| Loi n° 90-22 du 28 décembre 1990, ratifiant l'ordonnance n° 90-01 du 3 octobre 1990 | 44 |
| Loi n° 90-23 du 28 décembre 1990, ratifiant l'ordonnance n° 90-02 du 3 octobre 1990 | 44 |
| Loi n° 90-24 du 28 décembre 1990, portant fiscalisation des activités relevant de l'orpaillage | 45 |
| Loi n° 90-25 du 28 décembre 1990, portant création du Musée national du Niger | 45 |
| Loi n° 90-26 du 28 décembre 1990, habilitant le Président de la République à prendre des ordonnances pour autoriser la ratification des accords de prêts | 46 |

Acte en abrégé :

| | |
|--|----|
| Décret n° 90-224/PRN/CHAN du 14 décembre 1990, portant nomination dans l'Ordre du mérite du Niger à titre exceptionnel | 46 |
|--|----|

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

Actes en abrégé :

| | |
|---|----|
| Décret n° 90-237/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990, portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger auprès de la République du Bénin | 46 |
|---|----|

| | |
|---|----|
| Décret n° 90-238/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990, portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger en République fédérale du Nigeria | 46 |
| Décret n° 90-239/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990, portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger en République de Côte-d'Ivoire | 46 |
| Décret n° 90-240/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990, portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger auprès de l'Ethiopie socialiste | 46 |
| Décret n° 90-241/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990, portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger auprès du Royaume d'Arabie Saoudite | 46 |
| Décret n° 90-242/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990, portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger auprès de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) | 46 |
| Décret n° 90-243/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990, portant nomination du consul du Niger à Sebha (Libye) | 46 |

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Actes en abrégé :

| | |
|---|----|
| Décret n° 90-233/PRN/MI du 19 décembre 1990, portant nomination du directeur de la Police judiciaire à la Direction générale de la Sûreté nationale | 47 |
| Décret n° 90-234/PRN/MI du 19 décembre 1990, portant nomination du directeur de l'Ecole nationale de police et de la formation permanente | 47 |
| Arrêté n° 185/MI/DAAF du 27 décembre 1990, portant nomination d'un chargé de cours à l'Ecole nationale de police et de la formation permanente | 47 |

Arrêtés nos 1829 et 1830/MFP/T du 28 décembre 1990, déferant certains agents devant le conseil de discipline.

Arrêté n° 1811/MFP/T du 27 décembre 1990, portant rétablissement des fonctions de M. Hassane Dourahamane, commis des Greffes et Parquets, Mle 46494/N

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

Acte non publié :

Arrête n° 41/MJS/C du 24 décembre 1990, portant avancement automatique d'échelon d'un agent du cadre du Trésor au titre du 2^e semestre 1990

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Acte non publié :

Arrête n° 159 MSP/DAAF du 21 décembre 1990, portant avancement automatique d'échelon d'un (1) agent du cadre du Trésor

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Acte non publié :

Arrête n° 134 MAG.EL DAAF du 27 décembre 1990, portant rectificatif à l'arrête n° 85/MAG.EL/DPF/SAP du 15 août 1990, portant avancement automatique d'échelon de certains agents du cadre de l'Elevage et des Industries animales

MINISTERE DE LA JUSTICE

Acte non publié :

Arrête n° 25 MJ GS du 24 décembre 1990, portant rectificatif à l'arrête n° 21 MJ GS portant avancement automatique d'échelon de certains magistrats

MINISTERE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE

Actes non publiés :

Arrêtes nos 38 et 39/MPE/DAAF SP du 28 décembre 1990, relatifs à des avancements automatiques d'échelon de certains agents

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU GOUVERNEMENT

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Loi n° 90-21 du 24 décembre 1990, relative aux lois de Finances.

VU la Charte nationale,

VU la Constitution ;

VU la Loi n° 61-32 du 10 juillet 1961, relative aux lois de Finances;

L'Assemblée nationale a adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — L'année budgétaire s'étend sur la même période que l'année civile.

Les opérations relatives aux lois de finances s'inscrivent dans les limites de cette période.

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions contraires à la présente loi.

Art. 3. — La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 24 décembre 1990

Signé : Le Général de Brigade ALI SAIBOU

Loi n° 90-22 du 28 décembre 1990, ratifiant l'ordonnance n° 90-01 du 3 octobre 1990.

VU la Charte nationale ;

VU la Constitution ;

L'Assemblée nationale a adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Est ratifiée l'ordonnance n° 90-01 du 3 octobre 1990, donnant la garantie de la République du Niger à un emprunt de quarante trois millions (43.000.000) de francs français soit deux milliards cent cinquante millions (2.150.000.000) de francs CFA, contracté par l'Organisation Commune Bénin-Niger (O.C.B.N) auprès de la Caisse Centrale de Coopération Economique (C.C.C.E).

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 28 décembre 1990

Signé : Le Général de Brigade ALI SAIBOU

Loi n° 90-23 du 28 décembre 1990, ratifiant l'ordonnance n° 90-02 du 3 octobre 1990.

VU la Charte nationale ;

VU la Constitution ;

L'Assemblée nationale a adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Est ratifiée l'ordonnance n° 90-02 du 3 octobre 1990, donnant la garantie de la République du Niger à un emprunt de soixante millions (60.000.000) de francs français soit trois milliards (3.000.000.000) de francs CFA, contracté par l'Office des Postes et Télécommunications (O.P.T) auprès de la Caisse Centrale de Coopération Economique (C.C.C.E).

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 28 décembre 1990

Signé : *Le Général de Brigade ALI SAIBOU*

Loi n° 90-24 du 28 décembre 1990 portant fiscalisation des activités relevant de l'orpaillage.

VU la Charte nationale ;

VU la Constitution ;

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Titre I

Dispositions générales

Article premier. — A compter de la promulgation de la présente loi, il est institué une fiscalité liée aux activités relevant de l'orpaillage.

Art. 2. — Les activités visées à l'article premier ci-dessous sont :

1° Les opérations consistant en l'extraction de gravier, quartz et terres aurifères, en leur broyage éventuel et en leur lavage en vue de concentrer et récupérer l'or ou toute autre matière connexe ou dérivée qu'ils renferment.

Ces opérations peuvent se faire par une ou plusieurs personnes utilisant des moyens et procédés artisanaux.

2° les opérations d'achat ou de revente de l'or, de toute autre matière connexe ou dérivée dont la production relève des procédés décrits à l'alinéa premier ci-dessus.

Art. 3. — Les composantes de cette fiscalité sont :

La patente et la redevance superficielle.

Titre II

Dispositions particulières à chaque catégorie d'impôt

I - Patente :

Art. 4. — Sous réserve des exonérations prévues par la réglementation en matière de contribution des patentes ou tout autre texte particulier, sont assujetties :

1° au tableau Ab du tarif de la contribution des patentes, toute personne candidate à l'orpaillage, tel que défini à l'alinéa premier de l'article 2 ci-dessus qui, à cette fin, se voit attribuer une parcelle sur un site d'orpaillage parcellisé ;

2° au tableau A4 du même tarif, toute personne agréée à la commercialisation de tout produit de l'orpaillage, dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 2 ci-dessus ;

3° lorsqu'une personne se livre simultanément à l'une et à l'autre activité, prévue aux alinéas 1 et 2 de l'article 4 ci-avant, il est procédé de plein droit, à une imposition séparée.

Art. 5. — Les modalités d'assiette, de liquidation, de recouvrement et d'affectation du produit de l'impôt, sont celles prévues par la législation de droit commun en matière de contribution des patentes.

II - Redevance superficielle

Art. 6. — Est redevable au titre de la redevance superficielle, toute personne patentée qui, en vue d'y exercer l'activité décrite à l'alinéa 1 de l'article ci-dessus, se voit attribuer une parcelle sur un site d'orpaillage parcellisé.

Art. 7. — Le taux de la redevance est fixé à 75 francs par mètre carré.

Art. 8. — Le produit de la redevance est affecté en totalité au budget de l'Etat.

Art. 9. — Le contentieux relatif à l'assiette et au recouvrement de la redevance superficielle relève du Code général des impôts.

Titre III - Dispositions finales :

Art. 10. — En tant que de besoin, le détail des modalités d'application des dispositions ci-dessus sera fixé par voie réglementaire.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur dès sa promulgation.

Art. 12. — La présente loi qui sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 28 décembre 1990

Signé : *Le Général de Brigade ALI SAIBOU*

Loi n° 90-25 du 28 décembre 1990 portant création du Musée national du Niger

VU la Charte nationale ;

VU la Constitution ;

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Il est créé un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé « Musée National du Niger ».

Art. 2. — Le Musée national du Niger est placé sous la tutelle du président de la République ou du ministre par lui délégué.

Art. 3. — Le Musée national a pour objet :

— la collection des objets ethnographiques et historiques au Niger ;

— la recherche scientifique concernant les témoins matériels et immatériels de l'homme et de son environnement ;

— la préservation, la restauration et la conservation des biens culturels placés sous sa responsabilité ;

— la communication culturelle et scientifique des découvertes à travers les expositions, les études, les publications, les moyens audiovisuels et les médias ;

— la formation technique et l'éducation permanente des jeunes ;

— la production et la commercialisation des œuvres artisanales et artistiques.

Dans le domaine qui lui est propre, le Musée national peut entreprendre des actions de coopération avec les organismes scientifiques nationaux et internationaux agréés par l'Etat.

Art. 4. — L'organisation et les règles de fonctionnement du Musée national sont fixées par les statuts dudit établissement. Ces statuts seront arrêtés par décret pris en conseil des ministres.

Art. 5. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 28 décembre 1990

Signé : *Le Général de Brigade ALI SAIBOU*

Loi n° 90-26 du 28 décembre 1990 habilitant le président de la République à prendre des ordonnances pour autoriser la ratification des accords de prêts.

VU la Charte nationale ;

VU la Constitution ;

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Pour compter du 1^{er} janvier 1991 jusqu'au 28 février 1991, le président de la République est habilité à prendre des ordonnances pour autoriser la ratification des accords de prêts et pour donner l'aval de l'Etat aux emprunts contractés par les organismes sous tutelle de l'Etat.

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger selon la procédure d'urgence.

Fait à Niamey, le 28 décembre 1990

Signé : *Le Général de Brigade ALI SAIBOU*

Décret n° 90-224/PRN/CHAN du 14 décembre 1990.

Est nommé dans l'ordre du mérite du Niger, à titre exceptionnel :

Au grade de chevalier

M. Michael Zu Löwenstein, conseiller juridique à la Présidence.

**MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION**

Décret n° 90-237/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990.

Article premier. — Le lieutenant-colonel Dandi Abarchi, officier des Forces armées nationales, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger auprès de la République du Bénin, en remplacement de M. Salou Yaroh, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 85-193/PCMS/MAE/C du 12 novembre 1985.

Décret n° 90-238/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990.

Article premier. — M. Bourem Kossomi, directeur administratif de classe principale, 1^{er} échelon, Mle 00721, est nommé

ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger en République fédérale du Nigeria, en remplacement de lieutenant-colonel Tandja Mamadou, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 88-179/PCMS/MAE/C du 12 mai 1988.

Décret n° 90-239/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990.

Article premier. — M. Diallo Hamidou Hassane, directeur administratif de 1^{re} classe, 2^e échelon, Mle 13259, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger en République de Côte-d'Ivoire, en remplacement de M. Madou Mahamadou, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 88-359/PCMS/MAE/C du 7 octobre 1988.

Décret n° 90-240/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990.

Article premier. — M. Assane Igodoé, directeur administratif de classe principale, 1^{er} échelon, Mle 19779, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger auprès de l'Ethiopie socialiste et représentant permanent auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), en remplacement de M. Mouloul Al Housseini, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 88-360/PCMS/MAE/C du 7 octobre 1988.

Décret n° 90-241/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990.

Article premier. — M. Abdoulaye Moumouni Djermakoye, directeur administratif de 2^e classe, 4^e échelon, Mle 32091, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger auprès du Royaume d'Arabie Saoudite, en remplacement du chef d'escadron Abba Kiari, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 89-48 PCMS/MAE/C du 29 août 1989.

Décret n° 90-242/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990.

Article premier. — M. Moutari Ousmane, directeur administratif de 2^e classe, 4^e échelon, Mle 33546, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Niger auprès de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), en remplacement du lieutenant-colonel Ausseil Pierre, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 88-311/PCMS/MAE/C du 2 septembre 1988.

Décret n° 90-243/PRN/MAE/C du 20 décembre 1990.

Article premier. — M. Mohamed Sani Dan Azoumi, directeur administratif de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, Mle 20285, est nommé

consul du Niger à Sebha (Libye), en remplacement de M. Issa Ben Djimat, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 88-173/PCMS/MAE/C du 29 avril 1988.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret n° 90-233/PRN/MI du 19 décembre 1990.

Article premier. — M. Hama Maïga Omar, directeur administratif, 1^{re} classe, 1^{er} échelon, Mle 46/15732, précédemment directeur départemental de la Police de Dosso, est nommé directeur de la Police judiciaire à la Direction générale de la Sûreté nationale, en remplacement de M. Souley Boubacar, mis en position de stage.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 89-47/PCMS/MI du 2 mars 1989.

Décret n° 90-234/PRN/MI du 19 décembre 1990.

Article premier. — M. Maïnassara Riba, directeur administratif 2^e classe, 3^e échelon, Mle 57/51025, précédemment directeur départemental de la Police de Tillabéry, est nommé directeur de l'Ecole nationale de police et de la formation permanente, en remplacement de M. Allahi Yacouba Oumarou, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret abroge le décret n° 89-104/PCSON/MI du 2 novembre 1989.

Arrêté n° 185/MI/DAAF du 27 décembre 1990, portant nomination d'un charge de cours à l'Ecole nationale de police et de la formation permanente.

M. Abdou Hamani, gardien de la paix de 2^e classe, 1^{er} échelon, Mle 57180, en service à la Direction générale de la Sûreté nationale, est nommé chargé de cours à l'Ecole nationale de police et de la formation permanente à compter du 30 novembre 1989.

Arrêté n° 187/MI/DAAF du 27 décembre 1990, portant nomination du chef de cabinet du préfet de Maradi (régularisation).

Article premier. — M. Zennou Moussa, instituteur, Mle 06243, Y. précédemment chef de cabinet du préfet de Tahoua, est nommé en cette même qualité à la préfecture de Maradi, en remplacement de M. Oumarou Allo.

Imputation : BN. Chapitre 325-I-10, PB 112/B1.

Art. 2. — Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 79/MI/MDI/DAAF du 1^{er} juin 1988.

Arrêté n° 188/MI/DAAF du 27 décembre 1990, portant nomination du chef de cabinet du préfet de Diffa (régularisation).

Article premier. — M. Saadou Souley, instituteur, Mle 23169,

précédemment chef de cabinet du préfet de Dosso, est nommé en cette même qualité à la préfecture de Diffa, en remplacement de M. Adamou Baïdou.

Imputation : BN. Chapitre 325-I-10, PB 113/B1.

Art. 2. — Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 81/MI/MDI/DAAF du 1^{er} juin 1988.

Arrêté n° 189/MI/DAPJ du 27 décembre 1990, portant nomination de M. Maman Bada Maïkoura, en qualité de chef de canton du Kaouar (Dirkou), arrondissement de Bilma.

Article premier. — M. Maman Bada Maïkoura, né vers 1942 à Bilma, est nommé chef du canton du Kaouar (Dirkou), en remplacement de M. Abari Eminami, décédé.

Art. 2. — Le canton du Kaouar (Dirkou), étant classé à la 2^e catégorie des chefferies traditionnelles du Niger, M. Maman Bada Maïkoura percevra les allocations afférentes à cette catégorie.

Imputation : BN. Chapitre 325-I-10, PB 1132/B5, Mle 42/61313/G.

Art. 3. — Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 01/MI/DAPJ du 4 janvier 1991, autorisant l'Eglise évangélique internationale de Niamey, à exercer ses activités au Niger.

L'Eglise évangélique internationale de Niamey, telle que définie par ses statuts, est autorisée à exercer ses activités au Niger.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêté n° 160/MSP/DAAF du 24 décembre 1990, portant nomination d'un agent.

M. Habibou Kalla, chef de division d'Administration générale, Mle 51976, est nommé chef du personnel du ministère de la Santé publique.

Arrêté n° 161/MSP du 28 décembre 1990, portant nomination de certains agents.

Les agents ci-dessous désignés reçoivent les nominations ci-après :

M. Salaou Makéri, technicien de Santé, Mle 08128, précédemment en service à l'Ecole Nationale des Infirmiers et des Cadres de l'Action Sociale (ENICAS), est nommé gestionnaire de l'Hôpital national de Zinder, en remplacement de M. Adamou Souley, muté.

M. Jean Edouard Mahamane, technicien de Santé, Mle 14750, précédemment en service au Centre Hospitalier Départemental (CHD) de Tahoua, est nommé directeur départemental de la Santé (DDS), adjoint de Tillabéry, chargé des équipes de santé villageoise (ESV), en remplacement de M. Abdou Saley, appelé à d'autres fonctions.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté n° 136/MEN/ALPIIA du 21 décembre 1990, portant nomination de deux inspecteurs de l'Alphabétisation et de la Formation des adultes.

Article premier. — Les instituteurs dont les noms suivent sont nommés inspecteurs de l'Alphabétisation et de la Formation des adultes :

MM. Nouri El-Hadji Souley, instituteur, Mle 44469, précédemment en service à l'IAAFA de Tessaoua, est affecté à Mayahi;

Gabdou Igdas, instituteur, Mle 49087, précédemment en service au Bureau pédagogique, est affecté à Arlit.

Art. 2. — Les intéressés pourront prétendre à l'indemnité de responsabilité prévue par le décret n° 89-95/PCMS/MEN/MFPT/FP/MF du 13 avril 1989.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Arrêté n° 126/MAG/EL/DAAF du 10 décembre 1990, portant nomination d'un homologue au directeur du Projet de Développement de l'élevage fermier.

M. Hamidou Amani, cadre supérieur de l'Elevage de 2^e classe,

2^e échelon, Mle 27694/S, est nommé homologue au directeur du Projet de Développement de l'élevage fermier.

Arrêté n° 132/MAG/EL/DGR du 19 décembre 1990, portant nomination d'un directeur départemental du Génie rural.

M. Scybou Hamidou, ingénieur des travaux ruraux de 2^e classe, 3^e échelon, Mle 52560, précédemment chef du service départemental du Génie rural de Diffa, est nommé directeur départemental du Génie rural de Diffa.

Arrêté n° 133/MAG/EL/DPF du 26 décembre 1990, portant nomination d'un agent du Projet-Agro-sylvo-pastoral Nord Tillabéri.

Article premier. — M. Assoumane Mahamane, ingénieur d'Agriculture, Mle 59129, est nommé chef du service de terrain de Téra.

Art. 2. — L'intéressé bénéficiera à ce titre des avantages conformément aux dispositions prévues par le décret n° 88-242/PCMS/MF/MP du 30 juin 1988.

Art. 3. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} avril 1990.

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté n° 211/MF/DGI du 31 octobre 1990, portant diminution des prises en charge des rôles des exercices 1987, 1988, 1989 et 1990.

Sont constatées les diminutions des prises en charge des rôles des exercices 1987, 1988, 1989 et 1990 selon le détail ci-dessous :

Budget national

| Localité | Exercices | BIC | Pénalités | BNC | IGR | Pénalités | TAP | Pénalités |
|----------|-----------|-----------|-----------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Niamey | 1987 | 3.018.850 | — | — | 6.008.499 | — | 30.252 | — |
| | 1988 | 1.948.500 | 487.095 | — | 1.861.650 | 186.165 | — | — |
| | 1989 | 171.830 | 171.830 | — | — | — | — | — |
| | 1990 | 1.997.870 | 450.008 | 591.000 | 1.313.700 | 27.220 | 4.319.029 | 1.056.202 |
| | Total | 7.137.050 | 1.108.926 | 598.000 | 9.183.849 | 213.385 | 4.349.281 | 1.056.202 |

Arrêté n° 215/MF/DGI du 14 novembre 1990, rendant exécutoires les rôles des Contributions diverses et taxes assimilées pour l'exercice 1990.

Sont rendus exécutoires les rôles des Contributions diverses et taxes assimilées pour l'exercice 1990.

Titre I. — Recettes fiscales

Séction 100. — Impôts directs

Chapitre 101. — Impôt sur le revenu

101.01. — Bénéfices industriels et commerciaux

Budget national

(BIC)

— Rôle n° 254.01/N Trésorier général C 50 ... 485.240.519

— Rôle n° 255.01/N » 35.733.011
 — Rôle n° 257.04/N » 1.019.000
 — Rôle n° 258.04/N » 2.637.135
 — Rôle n° 259.01/N » 8.001.582

532.631.247

101.07. — Traitements et salaires

— Rôle n° 256.02/N Trésorier général C 50 ... 230.104.370
 — Rôle n° 260.02/N » 14.099.643

244.204.013

101.10. — Impôt général sur le revenu

| | | |
|--------------------|-----------------------|------------------|
| — Rôle n° 259.01/T | Payeur de Tahoua C 66 | 1.039.512 |
| — Rôle n° 260.02/T | » | 55.011.377 |
| | | <hr/> 56.050.889 |

Chapitre 105. — Taxes diverses perçues sur rôles**105.02. — Taxe d'apprentissage**

| | | |
|--------------------|------------------------|-----------------|
| — Rôle n° 254.01/N | Trésorier général C 50 | 4.366.394 |
| — Rôle n° 259.01/T | Payeur de Tahoua C 66 | 4.757.425 |
| | | <hr/> 9.123.819 |

105.04. — Taxe sur les frais généraux

| | | |
|--------------------|-----------------------|--------|
| — Rôle n° 259.01/T | Payeur de Tahoua C 66 | 99.900 |
|--------------------|-----------------------|--------|

Chapitre 212. — Amendes et pénalités**212.07. — Amendes et confiscations en matière de CD**

| | | |
|--------------------|------------------------|---------------------|
| — Rôle n° 259.01/T | Payeur de Tahoua C 66 | 1.832.955,75 |
| — Rôle n° 260.02/N | Trésorier général C 50 | 11.236.870,5 |
| | | <hr/> 13.069.826,25 |

Part DGI

| | | |
|--------------------|------------------------|--------------------|
| — Rôle n° 259.01/T | Payeur de Tahoua C 66 | 610.985,25 |
| — Rôle n° 260.02/N | Trésorier général C 50 | 3.745.623,5 |
| | | <hr/> 4.356.608,75 |

Budgets communaux**Communauté urbaine de Niamey****Patentes**

| | | |
|--------------------|------------------------|-----------------|
| — Rôle n° 257.04/T | Trésorier général C 50 | 581.748 |
| — Rôle n° 258.04/N | » | 2.544.337 |
| | | <hr/> 3.126.085 |

CA/Patentes

| | | |
|--------------------|------------------------|---------------|
| — Rôle n° 257.04/N | Trésorier général C 50 | 176.474 |
| — Rôle n° 258.04/N | » | 763.298 |
| | | <hr/> 939.772 |

Arrêté n° 225/MF/DGI du 27 novembre 1990, rendant exécutoires les rôles des Contributions diverses et taxes assimilées pour l'exercice 1990.

Sont rendus exécutoires les rôles des Contributions diverses et taxes assimilées pour l'exercice 1990.

Titre I. — Recettes fiscales**Section 100. — Impôts directs****Chapitre 101. — Impôts sur le revenu****101.01. — Bénéfices industriels et commerciaux****Budget national**

| | | |
|--------------------|------------------------|------------|
| — Rôle n° 261.01/N | Trésorier général C 50 | 37.414.850 |
| — Rôle n° 262.04/M | Payeur de Maradi C / | 3.787.000 |
| — Rôle n° 263.01/M | » | 69.932.336 |

| | | |
|--------------------|------------------------|-------------------|
| — Rôle n° 264.01/N | Trésorier général C 50 | 126.051.208 |
| — Rôle n° 266.04/N | » | 131.850 |
| — Rôle n° 268.01/N | » | 42.604.148 |
| | | <hr/> 279.921.392 |

101.07. — Traitements et salaires

| | | |
|--------------------|------------------------|-------------------|
| — Rôle n° 263.01/M | Payeur de Maradi C / | 5.110.877 |
| — Rôle n° 265.02/N | Trésorier général C 50 | 206.519.284 |
| | | <hr/> 211.630.161 |

101.10. — Impôt général sur le revenu

| | | |
|--------------------|------------------------|------------------|
| — Rôle n° 263.01/M | Payeur de Maradi C / | 7.100.451 |
| — Rôle n° 267.02/N | Trésorier général C 50 | 60.504.753 |
| | | <hr/> 67.605.204 |

Chapitre 105. — Taxes diverses perçues sur rôles**105.02. — Taxe d'apprentissage**

| | | |
|--------------------|----------------------|-----------|
| — Rôle n° 263.01/M | Payeur de Maradi C / | 1.886.659 |
|--------------------|----------------------|-----------|

Chapitre 212. — Amendes et pénalités**212.07. — Amendes et confiscations en matière de CD**

| | | |
|--------------------|------------------------|-------------|
| — Rôle n° 267.02/N | Trésorier général C 50 | 1.860.103,5 |
|--------------------|------------------------|-------------|

Part DGI

| | | |
|--------------------|------------------------|-----------|
| — Rôle n° 267.02/N | Trésorier général C 50 | 620.034,5 |
|--------------------|------------------------|-----------|

Budgets communaux**1^{re} Communauté urbaine de Niamey****Patente**

| | | |
|--------------------|------------------------|---------|
| — Rôle n° 266.04/N | Trésorier général C 50 | 261.875 |
|--------------------|------------------------|---------|

CA/Patente

| | | |
|--------------------|------------------------|--------|
| — Rôle n° 266.04/N | Trésorier général C 50 | 78.557 |
|--------------------|------------------------|--------|

2^e Commune de Maradi**Patente**

| | | |
|--------------------|----------------------|-----------|
| — Rôle n° 262.04/M | Payeur de Maradi C / | 6.538.000 |
|--------------------|----------------------|-----------|

CA/Patente

| | | |
|--------------------|----------------------|-----------|
| — Rôle n° 262.04/M | Payeur de Maradi C / | 1.961.397 |
|--------------------|----------------------|-----------|

Arrêté 236/MF/DOM du 19 décembre 1990, rapportant l'arrêté n° 208/MF/DOM du 24 novembre 1966 et accordant à M. Idi Ango Ibrahim la concession provisoire de la parcelle 5 de l'ilot G du lotissement résidentiel de Niamey Plateau, objet du TF 3736 du Niger.

Article premier. — Est rapporté l'arrêté n° 208/MF/DOM du 24 novembre 1966, accordant à M^{me} Sidibé Fatoumata Alzouma la concession provisoire de la parcelle C de l'ilot G du lotissement résidentiel de Niamey Plateau, objet du TF N° 3736 du Niger.

Ce terrain fait retour au domaine privé de l'Etat franc et quitte de toutes charges et dettes.

Art. 2. — Est concédé à titre provisoire sous réserve des droits des tiers à M. Idi Ango Ibrahim un terrain d'une superficie de mille cinq cents (1.500) mètres carrés sis sur la parcelle 5 de l'ilot G de la zone résidentielle, objet du titre foncier N° 3736 du Niger.

Art. 3. — Le concessionnaire sera tenu dans un délai de quatre (4) ans à compter de la date de signature du présent arrêté d'édifier sur ledit terrain des constructions à usage d'habitation pour une valeur minimum de sept millions cinq cent mille (7.500.000) francs. Il devra présenter au préfet président de la communauté urbaine de Niamey en vue d'obtenir l'autorisation de construire, les plans, coupes et façades des constructions à édifier ainsi que le mode de clôture envisagé et se soumettre aux servitudes et retrait d'esthétique, d'hygiène et de voirie qui lui seront imposées.

Art. 4. — La présente concession soumise aux dispositions de l'ordonnance n° 59-113/PCN du 11 juillet 1959 est en outre consentie sous l'obligation pour le concessionnaire, pendant toute la durée de la concession provisoire, de verser chaque année et d'avance à la caisse du receveur des Domaines à Niamey une redevance annuelle d'occupation de quatre vingt dix mille (90.000) francs fixée par l'article 3 de l'ordonnance n° 79-28 du 25 octobre 1979.

Art. 5. — Lors de la requête du titre définitif de propriété.

après constat de mise en valeur, le concessionnaire sera tenu au paiement de tous les droits et taxes dûs conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Arrêté n° 240/MF/TN du 27 décembre 1990, fixant l'émission de la tranche 1/91 de la Loterie nationale.

Article premier. — L'émission de la tranche 1/91 de la Loterie nationale comporte 600.000 billets répartis entre six séries de 100.000 billets à 100 francs. Les séries sont marquées de lettres U. V. W. X. Y. Z. et les numéros de 00.0001 à 100.000.

Art. 2. — Les opérations de tirage de la tranche 1/91 de la Loterie nationale se dérouleront le 4 janvier 1991 à Tahoua.

Art. 3. — Les lots, au nombre de soixante douze mille neuf cent quarante six (72.946) d'un montant global de trente un millions six cent quarante cinq mille (31.645.000) francs sont ainsi répartis.

| Nbre de lots | Nombre de lots | Valeur unitaire | Valeur totale | Mode de tirage |
|--------------|--------------------------|-----------------|---------------|--------------------------------|
| 6 | 60.000 | 100 | 6.000.000 | 1 chiffre final |
| 6 | 6.000 | 500 | 3.000.000 | 1 × numéro final de 2 chiffres |
| 6 | 6.000 | 1.000 | 6.000.000 | 1 × numéro final de 2 chiffres |
| 6 | 600 | 2.000 | 1.200.000 | 1 × numéro final de 3 chiffres |
| 6 | 240 | 5.000 | 1.200.000 | 1 × numéro final de 4 chiffres |
| 6 | 36 | 10.000 | 360.000 | 6 × numéro entier |
| 6 | 18 | 20.000 | 360.000 | 3 × numéro entier |
| 6 | 6 | 50.000 | 300.000 | 1 × numéro entier |
| 6 | 6 | 100.000 | 600.000 | 1 × numéro entier |
| 6 | 4 moulins professionnels | 350.000 | 1.400.000 | 4 × numéro entier + série |
| 6 | 2 | 500.000 | 1.000.000 | 2 × numéro entier + série |
| 6 | 3 | 1.000.000 | 3.000.000 | 3 × numéro entier + série |
| 6 | 1 voiture Toyota H 19 P. | 6.800.000 | 6.800.000 | 1 × numéro entier + série |
| | 10 lots de consolation | 10.000 | 100.000 | |
| | 15 lots de consolation | 15.000 | 225.000 | |
| | 5 lots de consolation | 20.000 | 100.000 | |
| | 72.946 | | 31.645.000 | 29 projections |

Art. 4. — Le tirage est effectué au moyen d'une machine électrique à écran luminescent qui forme des numéros et des lettres de séries au hasard. Cet écran est subdivisé en sept cadrans avec chacun un compteur électrique tournant à cinquante mille chiffres par seconde dans l'ordre de 0 à 9.

Le premier cadran (à partir de la droite) sert au tirage des lettres de séries (de A à Z), les six autres pour le tirage des numéros.

Pour ce tirage seuls le cadran des séries et les cinq premiers cadrans des numéros seront utilisés.

Des fils électriques relient à la machine deux boutons de commande l'un pour la mise en marche et l'autre pour le tirage.

Lorsque le bouton de tirage est pressé, les compteurs s'arrêtent sur des chiffres formant un numéro au hasard.

Le numéro sortant apparaît alors sur les cadrans lumineux et y reste jusqu'à inscription sur les listes des résultats. Le bouton de mise en marche est pressé alors et le numéro sort disparaît.

En cas de défaut électrique ou si un ou plusieurs cadrans ne fonctionnent pas convenablement, le résultat est annulé et les compteurs sont remis en marche.

Dans le cas où tous les chiffres sortant sont des zéros, le tirage est annulé.

La machine de tirage est connectée à un dispositif répéteur du même genre reproduisant simultanément les numéros tirés au sort affichés par celle-ci.

Lots de 100 francs : Il est procédé au tirage d'un seul chiffre. Tous les billets dans les six séries, dont le numéro se termine par ce chiffre gagneront 100 francs ou seront échangés contre des billets de l'une des quatre tranches suivant immédiatement celle-ci.

Lots de 500 francs : Il sera tiré un groupe final de deux chiffres. Tous les billets terminés par ce groupe final de deux chiffres gagneront 500 francs dans l'ensemble des séries.

Lots de 1.000 francs : Par le même procédé seront déterminés les porteurs de billets de Loterie nationale qui gagnent 1.000 francs dans l'ensemble des six séries.

Lots de 2.000 francs : Il sera procédé au tirage d'un groupe final de trois chiffres pour désigner les gagnants de 2.000 francs.

Lots de 5.000 francs : Il est tiré quatre numéros finals successifs pour déterminer les 240 gagnants de 5.000 francs chacun.

Lots de 10.000 francs : Il est tiré par six fois, un numéro entier de cinq chiffres pour désigner les gagnants de 10.000 francs.

Lots de 20.000 francs : Par trois fois, il est tiré un numéro entier de cinq chiffres pour déterminer les gagnants de 20.000 francs.

Lots de 50.000 francs : En une fois, il est procédé au tirage d'un numéro entier de cinq chiffres pour déterminer les six gagnants de 50.000 francs chacun.

Lots de 100.000 francs : Par le tirage d'un numéro entier sont aussi désignés les six gagnants de 100.000 francs chacun.

Lots de moulins : Il est mis en jeu quatre (4) moulins professionnels. Pour chacun de ces lots, il est tiré en même temps le numéro et la série gagnants. Le cadran des séries est mis alors en fonction, avec seulement les lettres U. V. W. X. Y. Z.

Lots de 500.000 francs : Les deux (2) lots de 500.000 francs sont tirés de la même façon que les moulins.

Lots de 1.000.000 de francs : Les trois lots de 1.000.000 de francs sont tirés chacun de la même façon que celui de 500.000 francs.

Lot de la voiture : Le mode de tirage de ce lot est le même que pour les lots de 500.000 francs et 1.000.000 de francs.

Lots de consolation : Il est attribué des lots de consolation de 10.000 francs, 15.000 francs et 20.000 francs aux porteurs de billets ayant les groupes finals de cinq chiffres gagnant respectivement les lots de 500.000 francs, 1.000.000 de francs, et de la voiture Peugeot 504 bâchée mais qui n'ont pas les lettres de séries tirées au sort."

Art. 5. — Les lots d'un montant inférieur à 50.000 francs sont payés à vue aussitôt connue de liste officielle des numéros gagnants.

Le paiement est effectué :

— à Niamey par le régisseur comptable de la Loterie nationale, à Zinder, Maradi et Tahoua par les payeurs du Trésor;

— dans les sous-préfectures, aux guichets des agences spéciales.

Les billets gagnant un lot égal ou supérieur à 50.000 francs doivent être déposés à Niamey, Zinder, Maradi et Tahoua aux guichets spéciaux ouverts au public et dans les arrondissements à la caisse de l'agence spéciale ; une reconnaissance de dépôt est délivrée en contrepartie. Les lots sont payés ultérieurement après vérification de l'authenticité des billets.

MINISTERE DU PLAN

Arrêté n° 104/MP/DSD du 24 décembre 1990, portant création d'un comité technique interministériel sur la population (CTIP), régularisation.

VU la Charte nationale;

VU la Constitution du 24 septembre 1989;

VU le Décret n° 90-88/PRN du 2 mars 1990, fixant la composition du gouvernement;

VU le Décret n° 89-54/PCMS/MP/PR du 9 mars 1989, déterminant les attributions du ministre du Plan et de la Planification régionale;

VU le Décret n° 89-55/PCMS/MP/PR du 9 mars 1989, portant organisation du ministère du Plan et de la Planification régionale;

VU l'Arrêté n° 72/MP/DSD du 11 septembre 1989, déterminant les attributions de la Direction de la Statistique et de la Démographie (DSD);

VU l'Arrêté n° 111/MP/DSD du 24 novembre 1989, portant organisation de la Direction de la Statistique et de la Démographie (DSD);

Sur Proposition du directeur de la Statistique et de la Démographie;

ARRETE :

Article premier. — Il est créé un comité technique interministériel sur la population (CTIP).

Art. 2. — Ce comité est composé de :

Présidence :

Direction des Etudes et de la Programmation (MSP) :

M^{me} Gado Hadizatou, directrice, membre;

M. Harouna Hamadou, suppléant.

Vice-présidence :

Direction de la Statistique et de la Démographie (MP) :

MM. Alichina Idrissa Kourguéni, directeur, membre;

Zourkaleini Younoussi, directeur adjoint, suppléant.

Membres :

Association Islamique du Niger :

MM. Oumarou Ismaila, président, membre;

Halidou Djibo, suppléant.

Association des Femmes du Niger :

M^{mes} Diallo Fatoumata, membre;

Kanta Rékia, suppléante.

Direction de la Planification familiale (MAS/PF) :

M^{mes} Maïdouka Halima, directrice, membre;

Abdoulaye Fati, suppléante.

Direction de la Condition féminine (MAS/PF) :

M^{mes} Liman Tinguiri, directrice, membre;

Katambé Paguédamba, suppléante.

Direction de la Santé maternelle et infantile (MSP) :

M^{mes} Guimba Aïssata Diop, directrice, membre;

René Jolly Mariama, suppléante.

Direction des Etudes et de la Programmation (MEN) :

M. Adamou Koukou, directeur, membre;

M^{me} Moustapha Roua, suppléante.

Direction de la Jeunesse (MJS/C) :

MM. Zamey Moussa, directeur, membre;
Abdou Ibrah, suppléant.

Direction de l'Etat Civil et de la Population (MI) :

MM. Amadou Idé, directeur, membre;
Nayioussa Nassirou, suppléant.

Direction de la Communication (MC) :

MM. Abdoulaye Mamoudou, membre;
Issoufou Diawara, suppléant.

Personnes ressources :

Direction des Affaires sociales (MAS/PF) :

M^{me} Ousseini Ramatou, directrice;
MM. Alhassane Mamoudou;
Taweye Dan Moussa.

Direction du Développement régional et de l'Aménagement du territoire (MP) :

M. Ali Doungou Boubakar.

Direction de la Statistique et de la Démographie (MP) :

MM. Barra Bahari;
Moussa Idé.

Direction de la Condition féminine (MAS/PF) :

M^{me} Wright Marie Elisabeth.

Centre national de santé familiale (MAS/PF) :

M^{me} Ouassa Djataou.

Direction de l'Urbanisme (ME) :

M. Issoufou Mamane.

INDRAP :

M. Hamidou Lailaba.

Voix du Sahel (ORTN) :

M. Sékou Aboubacar.

Télé Sahel (ORTN) :

M. Abdoulaye Coulibaly.

Office National d'Edition et de Presse (ONEP) :

M^{lle} Idé Fatouma.

Agence Nigérienne de Presse (ANP) :

M. Dalatou Malam Maman.

Association des Femmes du Niger (MAS/PF) :

M^{me} Fati Hamani.

Le secrétariat est assuré par la Direction de la Statistique et de la Démographie (DSD). Il est composé de :

MM. Bouzou Adamou, UEDD, membre;
Garba Bassirou, UEDD, membre;
Morou Halidou, UEDD, membre;
Moustapha Mahaman, UEDD, membre.

Art. 3. — Le comité a pour mission l'élaboration d'un projet de politique de population adaptée aux réalités socio-économiques et aux orientations globales de la politique de développement du Niger.

Art. 4. — En plus des membres et personnes ressources ci-dessous indiquées, le comité peut faire appel, à titre consultatif à toute compétence nationale ou internationale qu'il juge nécessaire pour l'accomplissement de sa mission.

Art. 5. — Le comité technique interministériel de la population arrêtera les modalités d'organisation de son travail.

Art. 6. — Le comité technique interministériel soumettra aux autorités compétentes les résultats de ses travaux pour approbation.

Art. 7. — La présidente du comité est chargée de l'application stricte des dispositions du présent arrêté.

Art. 8. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Art. 9. — Le présent arrêté qui prend effet à partir de la date de sa signature, sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

ALMOUSTAPHA SOUMAILA

Arrêté n° 103/MP du 17 décembre 1990, portant nomination du chef du Centre de formation et de recyclage.

M. Mahamadou Souleymane, ingénieur des travaux statistiques, Mle 58555/V, précédemment à la Direction de la Statistique et de la Démographie, est nommé chef du Centre de Formation et de Recyclage (CFR).

MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE

Arrêté n° 93/MME/DE du 24 décembre 1990, portant renouvellement du permis d'Agadem Bloc I.

Article premier. — Il est accordé un permis exclusif de recherches pour hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis Agadem Bloc I » d'une superficie égale à 36.579 m² à l'Association Elf Aquitaine - EXXON.

Art. 2. — Le périmètre de ce permis de recherche est établi conformément à la carte au 1/2500000 jointe à la demande, défini de la manière suivante :

| Points | Latitude | Longitude |
|--------|----------|-----------|
| 1 | 15° 35' | Frontière |
| 2 | 15° 35' | 14° 00' |
| 3 | 15° 45' | 14° 00' |
| 4 | 15° 45' | 13° 50' |
| 5 | 16° 00' | 13° 50' |
| 6 | 16° 00' | 13° 30' |
| 7 | 16° 10' | 13° 30' |
| 8 | 16° 10' | 13° 20' |
| 9 | 16° 20' | 13° 20' |
| 10 | 16° 20' | 13° 10' |
| 11 | 16° 30' | 13° 10' |
| 12 | 16° 30' | 13° 00' |
| 13 | 16° 40' | 13° 00' |
| 14 | 16° 40' | 12° 50' |
| 15 | 16° 50' | 12° 50' |
| 16 | 16° 50' | 12° 30' |
| 17 | 16° 55' | 12° 30' |

| Points | Latitude | Longitude |
|--------|----------|-----------|
| 18 | 16° 55' | 12° 20' |
| 19 | 17° 05' | 12° 20' |
| 20 | 17° 05' | 12° 10' |
| 21 | 17° 10' | 12° 10' |
| 22 | 17° 10' | 12° 05' |
| 23 | 17° 15' | 12° 05' |
| 24 | 17° 15' | 12° 00' |
| 25 | 17° 20' | 12° 00' |
| 26 | 17° 20' | 11° 55' |
| 27 | 17° 15' | 11° 55' |
| 28 | 17° 15' | 11° 40' |
| 29 | 16° 50' | 11° 40' |
| 30 | 16° 50' | 11° 45' |
| 31 | 16° 45' | 11° 45' |
| 32 | 16° 45' | 11° 50' |
| 33 | 16° 30' | 11° 50' |
| 34 | 16° 30' | 11° 55' |
| 35 | 16° 25' | 11° 55' |
| 36 | 16° 25' | 12° 00' |
| 37 | 16° 05' | 12° 00' |
| 38 | 16° 05' | 12° 10' |
| 39 | 16° 00' | 12° 10' |
| 40 | 16° 00' | 12° 15' |
| 41 | 15° 55' | 12° 15' |
| 42 | 15° 55' | 12° 20' |
| 43 | 15° 50' | 12° 20' |
| 44 | 15° 50' | 12° 25' |
| 45 | 15° 25' | 12° 25' |
| 46 | 15° 25' | 12° 30' |
| 47 | 15° 20' | 12° 30' |
| 48 | 15° 20' | 12° 40' |
| 49 | 15° 10' | 12° 40' |
| 50 | 15° 10' | 12° 45' |
| 51 | 14° 55' | 12° 45' |
| 52 | 14° 55' | 13° 05' |
| 53 | 14° 50' | 13° 05' |
| 54 | 14° 50' | 13° 10' |
| 55 | 14° 45' | 13° 10' |
| 56 | 14° 45' | 13° 15' |
| 57 | 14° 40' | 13° 15' |
| 58 | 14° 40' | 13° 20' |
| 59 | 14° 35' | 13° 20' |
| 60 | 14° 35' | 13° 25' |
| 61 | 14° 25' | 13° 25' |
| 62 | 14° 25' | Frontière |
| 1 | 15° 35' | Frontière |

Art. 3. — Le permis ainsi défini est accordé pour une durée de cinq (5) ans.

Art. 4. — L'engagement minimum des travaux à effectuer pendant la période de cinq (5) ans est fixé à 1.500 km de sismique trois (3) forages d'exploration.

Art. 5. — Conformément à l'article 16 du décret n° 61-156/MTP du 24 juillet 1961, le présent arrêté prendra effet, sauf dispositions contraires, le quinzième jour qui suit sa date de publication au *Journal Officiel* de la République du Niger et sous réserve que dans ce délai les sociétés Elf Aquitaine et EXXON aient expressément déclaré accepter le permis aux conditions énoncées.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Arrêté n° 1804/MFP/T/ENA du 21 décembre 1990, portant désignation des membres du comité de gestion de la Cellule de perfectionnement et de recyclage des personnels de l'Administration.

Sont désignés en qualité de membres du comité de gestion de la Cellule de Perfectionnement et de Recyclage des Personnels de l'Administration (CEPERE), les personnes ci-après :

MM. Allambeye Maïdagi, directeur ENA, président;
Issa Nomao, représentant BEN/MNSD;
Mahamoud Kaman Kaman, représentant CND;
Zakari Adam, représentant MFP/T;
Abdou Sayo Farmo, représentant MI;
Abdoulkarim Moumouni Daouda, représentant MP;
Ango Samna, représentant MF;
Amadou Abdou, représentant MEN;
Moussa Niandou, représentant M. Réforme Adm;
Djibo Issaka, directeur de la CEPERE;
M^{me} Trapsida Fatima, représentant encadreur de la CEPERE.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Arrêté n° 115/MC/DG/ONEP du 31 décembre 1990, portant nomination du directeur de la Rédaction et des Centres départementaux de l'Office National d'Édition et de Presse (ONEP).

Article premier. — M. Mahamat Silé, cadre principal de l'Information, Mle 5494/T, est nommé directeur de la Rédaction et des Centres départementaux de l'ONEP, en remplacement de M. Aboubacar Madougou, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'arrêté n° 23/MC du 3 mai 1990.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté n° 86/MDN/DAG du 24 décembre 1990, portant promotion ou nomination au grade supérieur des sous-officiers des Forces armées nigériennes en 1991.

Sont promus ou nommés au grade supérieur au titre de l'avancement normal pour compter du 1^{er} janvier 1991.

Armée de terre

Au grade d'adjudant-chef

Les adjudants :

— Seydou Moussa, Mle 74079;
— Sirli Soumana, Mle 74060;
— Rabo Tchougoune, Mle 71233.

Au grade d'adjudant

Les sergents-chefs :

— Amadou Insa, Mle 71488;
— Moussa Naroua, Mle 71293;
— Habou Abdo, Mle 71173;
— Abdourahmane Alimoumoune, Mle 74374;
— Abdoulaye Namata, Mle 72407;
— Bachir Sabo, Mle 71555;
— Mamane Aouta, Mle 71186;
— Abba Malam Abba Kaka, Mle 76274.

Au grade de sergent-chef**Les sergents :**

- Alfa Banto, Mle 70427;
- Boukari Moussa, Mle 71511;
- Boubacar Hama, Mle 77113.

Au grade de sergent**Les caporaux-chefs et caporaux :**

- Issa Abdou, Mle 72480;
- Mamoudou Seyni, Mle 74569;
- Ibrahim Kallamou, Mle 82304;
- Oumarou Amadou, Mle 77096;
- Adamou Djibo, Mle 76362;
- Ousmane El Hadi, Mle 71035;
- Amadou El Bako, Mle 74163;
- Tafo Abdou, Mle 79151;
- Mamané Moussa, Mle 77092;
- Amadou Kassari, Mle 83278;
- Issa Soudjé, Mle 83260;
- Dimachi Sarah, Mle 74420;
- Mahamoud Warzagane, Mle 84128;
- Harouna Hasso, Mle 83112;
- Amadou Adamou, Mle 74361;
- Inoussa Hassane, Mle 83150;
- Rabo Djibrine, Mle 74646;
- Harouna Hamed, Mle 79740;
- Hamidou Hassane, Mle 80032;
- Mamané Amihou Abdou, Mle 80367;
- Sani Maïfada Zada, Mle 82059;
- Seydou Abdou, Mle 74174;
- Halidou El Hadji Djibrine, Mle 74357.

Armée de l'Air**Au grade d'adjudant****Le sergent-chef :**

- Abdou Soumaila, Mle 79899.

Au grade de sergent-chef**Les sergents :**

- Oubandawaki Chaïbou, Mle 79906;
- Mahamané Malani Salissou, Mle 79918;
- Issa Djibo, Mle 79915;
- Malani Bouanké, Mle 79913.

Au grade de sergent**Le caporal :**

- Illiassou Nagogé, Mle 80014.

Service de Santé**Au grade d'adjudant****Le sergent-chef :**

- Sagé Moustapha, Mle 72231.

Gendarmerie**Au grade d'adjudant-chef****L'adjudant :**

- Oumarou Mamadou, Mle 445.

Au grade d'adjudant**Les MDL-Chefs :**

- Bakka Ouarzagane, Mle 497;
- Djibrin Harouna, Mle 660;
- Mounkaïla Badié, Mle 314.

Pour le grade de maréchal des logis-chef**Les maréchaux des logis :**

- Allassane Moussa, Mle 715;
- Abdoua Karimou Dambadji, Mle 614;
- Hamidou Tambari, Mle 629.

Arrêté n° 90/MDN/DAG du 24 décembre 1990, portant promotion à titre exceptionnel au grade supérieur au titre de l'année 1991 des sous-officiers des Forces armées nigériennes.

Sont promus au grade supérieur à titre exceptionnel au titre de l'année 1991 pour compter du 1^{er} janvier 1991.

Armée de terre**Au grade de sergent-chef****Les sergents :**

- Issoufou Seidou, Mle 71298;
- Djaharou Abdou, Mle 72008;
- Oumarou Magagi, Mle 72221;
- Mahamadou Atamaka, Mle 70061;
- Moussa Bido, Mle 71363.

MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL**Arrêté n° 1792/MFP/T du 19 décembre 1990**

Article premier. — Sont promus aux grades supérieurs, les agents des cadres de la Santé publique et de l'action sociale dont les noms suivent à compter des dates ci-dessous indiquées :

Corps des cadres de la Santé publique et de l'Action sociale, catégorie A1**A l'échelon unique de la classe exceptionnelle, indice 1000**

- M. Abdou Hamani, à/c du 01/08/90, AC/RSM néant, Mle 14740/S.

Au 1^{er} échelon de la classe principale, indice 850

- MM. Abdou Moudi, à/c du 25/07/90, AC/RSM néant, Mle 21244/R ;
- Tampouré Henri, à/c du 29/07/90, AC/RSM néant, Mle 27503/W ;
- Marguerite Hélène Wright, à/c du 13/03/90, AC/RSM néant, Mle 28766/E.
- Mahamadou Alirou, à/c du 05/08/90, AC/RSM néant, Mle 29350/M ;
- Kadri Tankari, à/c du 10/07/90, AC/RSM néant, Mle 29387/B ;
- Joachim Diatta, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 41371/H.

Arrêté n° 88/MDN/DGJM du 24 décembre 1990, portant promotion au grade supérieur des sous-officiers des Forces armées nigériennes au titre de la Gendarmerie nationale pour l'année 1991.

Sont promus au titre de l'avancement normal pour compter du 1^{er} janvier 1991.

Au 1er échelon de la 1^{re} classe, indice 625

- Mme Soumah née Mariama Alay, à/c du 18/12/90, AC/RSM néant, Mle
- MM. Garba Yaou, à/c du 14/12/90, AC/RSM néant, Mle 11289/E ;
Konaté Ousmane Souma, à/c du 14/9/90, AC/RSM néant, Mle 41372/J ;
Soga Garba, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 41373/K ;
Abdoulaye Djibo, à/c du 13/01/90, AC/RSM néant, Mle 41455/M ;
- Mmes Hassane née Selingar Madjinta, à/c du 13/1/90, AC/RSM néant, Mle 42542/V ;
Cissé née Marie France Kaba, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant, Mle 45019/A ;
Traoré née Saratou Mamadou, à/c du 16/12/90, AC/RSM néant, Mle 45321/G ;
- MM. Ballama Oumarou, à/c du 01/08/90, AC/RSM néant, Mle 43798/Y ;
Tahirou Hamani Seydou, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 27500/T.

Corps des cadres de la Santé publique et de l'Action sociale, catégorie A2**A l'échelon unique de la classe exceptionnelle, indice 750**

- Mme Issa née Laure Agbessi, à/c du 29/11/90, AC/RSM néant, Mle 13831/L.

Au 1er échelon de la classe principale, indice 645

- MM. Mahamane Williams, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 08145/N ;
Sitti Pierre, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant, Mle 08148/S ;
- Mme Beidari née Fouré Wonkoye, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 11287/K ;
- MM. Harouna Gazobi, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 12546/X ;
Jabirou Baoua, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 12576/D ;
- Mme Djataou née Naba Ouassa, à/c du 24/07/90, AC/RSM néant, Mle 14230/T ;
- M. Wata Abdou Sama, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 14752/W ;

Au 1er échelon de la 1^{re} classe, indice 490

- Mme Paraiso née Binta Rouskoua, à/c du 25/06/90, AC/RSM néant, Mle 21413/S ;
- MM. Bawa Bako Daouda, à/c du 09/10/90, AC/RSM néant, Mle 21430/T ;
Mado Adamou, à/c du 09/10/90, AC/RSM néant, Mle 21432/V ;
China Karki, à/c du 09/10/90, AC/RSM néant, Mle 21433/W ;
Harouna Hamani, à/c du 15/11/90, AC/RSM néant, Mle 21434/X ;
Hamadou Yéya, à/c du 09/10/90, AC/RSM néant, Mle 24278/C ;
- Mmes Soumaré née Rahi Yacouba, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 24288/E ;
Halirou née Barira Malam Idi, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 32114/F ;
- Mlle Ouassa Tiékoura, à/c du 13/07/90, AC/RSM néant, Mle 43028/J.

Corps des cadres de la Santé publique et de l'Action sociale, catégorie A3**Au 1er échelon de la classe principale, indice 540**

(à/c du 28/06/90, AC/RSM néant)

- MM. Boureïma Hama, Mle 07745 ;
Hamidou Labo, Mle 08129 ;
Soubdou Dan Rabo, Mle 08138 ;
Jean Edouard Mahaman, Mle 14750.

Au 1er échelon de la 1^{re} classe, indice 420

(à/c du 28/06/90, AC/RSM néant)

- MM. Alzouma Guida, Mle 13695 ;
Idi Moussa, Mle 21437 ;
Zeini Sambéré, Mle 21448 ;
Labaran Ibran, à/c du 25/02/90, AC/RSM néant, Mle 21449 ;
- Mme Idrissa née Hamsatou Saley, à/c du 28/06/90, AC/RSM néant, Mle 27479 ;
- MM. Garba Amoumoun, à/c du 21/06/90, AC/RSM néant, Mle 27498 ;
Hamadou Bassirou, à/c du 21/06/90, AC/RSM néant, Mle 42812.

Corps des cadres de la Santé publique et de l'Action sociale, catégorie B1

Néant

Corps des cadres de la Santé publique et de l'Action sociale, catégorie B2**A l'échelon unique de la classe exceptionnelle, indice 460**

- Mmes Gado née Ramatou Halidou, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant, Mle 14753/X ;
Boubacar née Nana Gado, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant, Mle 14754/Y ;
Gazibo née Mariama Raphiou, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant, Mle 14755/Z ;
- MM. Noma Garba, à/c du 24/07/90, AC/RSM néant, Mle 08130/F ;
Hassane Barkiré, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant, Mle 08134/K ;
- Mmes Mamane Amina, à/c du 24/07/90, AC/RSM néant, Mle 13745/N ;
Sorencen née Adiza Elizabeth, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant, Mle 08287/

Au 1er échelon de la classe principale, indice 400

(à/c du 18/06/90, AC/RSM néant)

- Mmes Souleymane née Fourératou Mahamane, Mle 24291/Z ;
Moumouni née Aïssata Adamou, Mle 24292/A ;
Adamou née Salamatou Yacouba, Mle 24293/B ;
Mahamane née Halimatou Doulla, Mle 24295/D ;
Ganda née Aminata Harouna, Mle 24298/G ;
Damien née Alimatou Sido, Mle 24299/H ;
Souley née Fatouma Faroukou, Mle 24302/K ;
Yahaya née Maïmouna Djibo, Mle 13703/C ;
Idé Mabèye, Mle 24277/B ;
- MM. Mahaman Nouri Gambo, Mle 24280/W ;
Moussa Djoukou, Mle 24281/X ;
Moussa Maïrami, Mle 24284/A ;
- Mmes Brah née Fassouma Ado, Mle 24285/B ;
Salamatou Ganda, Mle 24297/F ;
Sidi née Nomao Haoua, à/c du 01/08/90, AC/RSM néant, Mle 21446/B ;

- MM. Mahamidou Bouzou, à/c du 18/06/90, AC/RSM néant, Mle 08062/K ;
Issa Dandoka, à/c du 01/08/90, AC/RSM néant, Mle 08132/H ;
- Mme Boulama née Monique Albertini, à/c du 18/06/90, AC/RSM néant, Mle 08234/P ;
- MM. Amadou Harouna, à/c du 18/06/90, AC/RSM néant, Mle 11082/W ;
Ibrahim Abdou, à/c du 24/07/90, AC/RSM néant, Mle 18160/E ;
Issa Oumarou, à/c du 01/08/90, AC/RSM néant, Mle 21393/E ;

Au 1er échelon de la 1^{ère} classe, indice 320

(à/c du 01/07/90, AC/RSM néant)

- MM. Maïgari Amadou, Mle 07726/C ;
Mahaman Boukari, Mle 12589/J ;
Attahirou Watou, Mle 16397/K ;
- Mme Ali née Mariama Combar, Mle 21453/A ;
- M. Taouÿe Alhassane, Mle 22360/D ;
- Mme Hassane née Maïmouna Kaparan, Mle 23899/A ;
- MM. Bachir Waziri, à/c du 04/07/90, AC/RSM néant, Mle 30493/T ;
Souley Amadou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 30494/U ;
Boubacar Samba, à/c du 18/04/90, AC/RSM néant, Mle 34609/Y ;
Zakari Brah, à/c du 04/02/90, AC/RSM néant, Mle 34620/T ;
Issaka Sanda, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 34626/Z ;
Ibrahim Amadou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 36181/C ;
- Mme Salamatou Alhassane, à/c du 01/09/90, AC/RSM néant, Mle 37279/X ;
- M. Maman Elhadji Sani, à/c du 14/06/90, AC/RSM néant, Mle 39509/M ;
- Mme Maïnassara née Nana Malam, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 39510/E ;
- MM. Mahaman Laminou Souleymane, à/c du 16/02/90, AC/RSM néant, Mle 40590/L ;
Mamane Elhadji Maïfada, à/c du 21/12/90, AC/RSM néant, Mle 40591/M ;
Yonli Diassibo Lona, à/c du 21/12/90, AC/RSM néant, Mle 40598/V ;
Abdou Ousmane, à/c du 08/02/90, AC/RSM néant, Mle 40600/W ;
Oumarou Basso, à/c du 1/7/90, AC/RSM néant, Mle 40601/X ;
Sayabou Dan Djibo, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 40610/Y ;
- Mmes Moussa née Fatouma Tiémogo, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 40613/B ;
Alou née Mamata Issoufou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 40614/C ;
- MM. Seybou Karimou, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 40615/D ;
Maman Abdou, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 40620/A ;
- Mmes Souleymane née Raki Mounkaïla, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 40673/P ;
Sékou née Victorine Trapsida, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 41921/Y ;

- Mmes Amadou née Fati Sidikou, à/c du 01/11/90, AC/RSM néant, Mle 42323/H ;
Aboubacar née Ramou A. Hountondji, à/c du 1/07/90, AC/RSM néant, Mle 44279/N ;
Mamane née Fati Hamidou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44281/E ;
Adoum Issoufou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44282/H ;
Abdou née Nana Maazou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44285/L ;
- M. Hamidou Niandou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44289/R ;
- Mme Kalifa Ramatou Malam, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44290/H ;
- MM. Yahaya Tassaou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44295/N ;
Dan Djima Adamou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44297/R ;
Harouna Maïdoukia, à/c du 1/7/90, AC/RSM néant, Mle 44298/S ;
- Mmes Salamatou Boubacar, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44299/T ;
Mamoudou Ada Tidjani, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 44300/T ;
(à/c du 01/07/90, AC/RSM néant)
- Mmes Kangori née Fatima Riba, Mle 44301/U ;
Allé née Hadiza Mamoudou, Mle 44302/V ;
- MM. Salissou Abdou, Mle 44303/W ;
Tahirou Oungoula, Mle 44304/X ;
- Mmes Tahirou née Fourératou Dodo, Mle 44305/Y ;
Hassoumi née Hadiza Kandine, Mle 44307/A ;
Habibata Daouré, Mle 44310/V ;
Laria Abdou, Mle 44313/Y ;
Hadi Mamadou, Mle 44314/ ;
- M. Moussa Sadou, Mle 44315/A ;
- Mmes Moussa née Adama Douma, Mle 44498/A ;
Aïssatou Abdoulaye, Mle 44499/B ;
Issaka née Mamata Moussa, Mle 44504/F ;
Hamsatou Idé, Mle 44505/G ;
Tani Yampabou, Mle 44506/H ;
Abdourahamane née Haoua Adamou, Mle 44951/ ;
Habiboulaye née Zara Ibrahim, Mle 45006/W ;
Koassi née Hadjo Tahirou, Mle 45018/Z ;
- MM. Yacouba Hama Imadan, à/c du 1/10/90, AC/RSM néant, Mle 35622/D ;
Amadou Mounkaïla, à/c du 22/02/90, AC/RSM néant, Mle 37349/V ;
- Mmes Laouali née Ramatou Oumarou, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 38807/P ;
Hamidou née Aïssa Hassane, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 18954/S ;
Diakité née Aïssa Mayaki, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 34614/V ;
Mounkaïla née Fatouma Hassane, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 38800/G ;
Sahadatou Illo, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 40556/J ;
Abbey née Halimatou Raphiou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 40564/J ;
Bibata Hama Moussa, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 40570/G ;
Taher née Assamaou Lamine Zéné, à/c du 30/11/90, AC/RSM néant, Mle 41191/D ;

Mmes Moussa née Lamissi Idé, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 44545/R ;
Souley née Amina Ali, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant,
Mle 44549/W ;
Ali née Yaha Mahamane, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 44697/H ;
Moussa née Nounpoua Tchiombiano, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 44961/H ;
Ali née Fatouma Amadou Boukar, à/c du 1/07/90,
AC/RSM néant, Mle 44962/J ;
Nouna née Ramatou Amadou, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 45125/C ;
Seyni née Hadjo Hamidou, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 45202/Z ;

(à/c du 01/07/90, AC/RSM néant)

Mmes Zakari née Zeinabou Hamadi, Mle 45259/T ;
Hassoumi née Habsatou Labaran, Mle 45261/L ;
Idi née Rabi Baaré, Mle 45319/W ;
Doudou née Aïssata Sidiki, Mle 45396/C ;
Habiba Hama, Mle 45870/N ;

**Corps des cadres de la Santé publique et de l'Action sociale,
catégorie C1**

Au 1er échelon de la classe principale, indice 270

MM. Baka Afofo, 25/10/90, AC/RSM néant, Mle 08187/E ;
Mahamane Abdoulaye, à/c du 21/07/90, AC/RSM néant,
Mle 08251/R ;
Yacouba Adamou, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 08465/F ;
Boureïma Moret, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 08466/G ;
Abdelkader Mouddour, à/c du 21/07/90, AC/RSM néant
Mle 08477/K ;
Abdoulkader Moussa, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 08486/L ;
Moumouni Ségo, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 08493/

**Corps des cadres de la Santé publique et de l'Action sociale,
catégorie D1**

Au 1er échelon de la classe principale, indice 195

Mmes Fatima Mamadou, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant,
Mle 19481/ ;
Sadou née Rakiatou Alfari, à/c du 01/08/90,
AC/RSM néant, Mle 21405/S ;
Natafi née Yagana Kallé, à/c du 15/06/90,
AC/RSM néant, Mle 23897/Y ;
Chaïbou née Damana Mochi, à/c du 15/06/90,
AC/RSM néant, Mle 23900/A.

Au 1er échelon de la 1^{ère} classe, indice 155

(à/c du 01/07/90, AC/RSM néant)

Mmes Arab née Mariama Gatta, Mle 45318/M ;
Abdou née Hadiza Abdou, Mle 45398/E ;
Mamane née Zouma Harouna, Mle 45401/G ;
Yahouza née Hadiza Oumarou, Mle 45554/A ;
Aïchatou Souleymane, Mle 45700/U ;
M. Issoufou Moussa, Mle 45701/V ;
Mmes Amadou née Balkissa Soga, Mle 45733/M ;
Nabirni née Mariama Garba, Mle 45876/V ;
MM. Mamane Mayaki, à/c du 02/02/90, AC/RSM néant,
Mle 40535/D ;
Hassane Hamidou, à/c du 28/02/90, AC/RSM néant,
Mle 40541/B ;

(à/c du 01/07/90, AC/RSM néant)

Nomao Gaya, Mle 44511/E ;
Abdou Saidou, Mle 44512/F ;
Mme Issifi née Zeinabou Sina, Mle 44513/E ;
M. Talata Souley, Mle 44514/H ;
Mmes Lawaly née Housseina Lawali, Mle 44515/J ;
Nana Fassouma Ousseini, Mle 44516/K ;
Aïssata Mounkaïla, Mle 44517/L ;
Salamatou Ousmane, Mle 44518/M ;
Raki Bagnabéri, Mle 44520/F ;
M. Djibo Hadou, Mle 44523/J ;
Mmes Maman née Zeinabou Daré, Mle 44524/K ;
Falmata Boukar, Mle 44527/N ;
MM. Saadou Boubé, Mle 44530/H ;
Moribane Hamani, Mle 44534/M ;
Abdourahmane Elhadji Mahamadou, Mle 44566/W ;
Mmes Zada née Habsatou Moussa, Mle 44569/Z ;
Cissé née Fassouma Laouali, Mle 45417/R ;
M. Saminou Mamane Maïkarfi, à/c du 14/01/90,
AC/RSM néant, Mle 30452/H ;
Mmes Mahamane née Aïssata Abou, à/c du 14/09/90,
AC/RSM néant, Mle 38691/U ;
Bachir née Mariama Garba, à/c du 1/07/90,
AC/RSM néant, Mle 38973/E ;
Ibrahim née Méri Atta, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant,
Mle 39061/V ;
Habou née Aïchatou Amanassé, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 39062/W ;
Alain née Zeinabou Théodore, à/c du 14/09/90,
AC/RSM néant, Mle 40571/M ;
Kaoura née Hadjara Issaka, à/c du 14/09/90,
AC/RSM néant, Mle 40573/K ;
Karimoune née Hinda Abarchi, à/c du 14/09/90,
AC/RSM néant, Mle 40575/M ;
Djibo née Hassia Mani, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant,
Mle 40576/N ;
Katchiella née Adama Karou, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 40578/R ;
Soumaïla née Balkissou Indoli, à/c du 14/09/90,
AC/RSM néant, Mle 40580/J ;
Awessou née Aïchatou Oumar, à/c du 14/09/90,
AC/RSM néant, Mle 40581/K ;
Fatouma Maman, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant,
Mle 40587/S ;
Adamou née Amina Noma, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 40588/T ;
Mounkaïla née Yakaka Ibrahim, à/c du 01/07/90,
AC/RSM néant, Mle 40707/H ;
Kader Indim Aba, à/c du 10/2/90, AC/RSM néant,
Mle 41460/J ;

(à/c du 01/07/90, AC/RSM néant)

MM. Karimou Abdou, Mle 44531/J ;
Seibou Kanguèye, Mle 44567/X ;
Mmes Ali née Saoudé Mati, Mle 44631/V ;
Abdou née Hadjara Chékaraou, Mle 44632/P ;
Boubacar née Fatima Damagouli, Mle 44633/R ;
MM. Tagaza Saley, Mle 44678/E ;
Morou Soumana, Mle 44679/E ;
Roro Kitira, Mle 44680/Y ;
Ali Noma, Mle 44681/Z ;
Mmes Souleymane née Ramatou Attaher, Mle 44708/U ;
Habibou née Aïchatou Ibrahim, Mle 44716/U ;

- MM. Mohamed Alouahil, Mle 44717/V ;
Sani Ab, Mle 44891/K ;
Mmes Mohamed née Haoua Moussa, Mle 44892/L ;
Nana Aïchatou Akoula, Mle 44893/M ;
Aïssata Boureima, Mle 44959/ ;
M. Maman Banoutché, Mle 44894/ ;
Mmes Chaïbou née Aliatou Ibrahim, Mle 44895/ ;
Adamou née Nagodé Yacouba, Mle 44898/T ;
Algoumarèt née Mariama Majah, Mle 45010/R ;
Zakari née Talou Madougou, Mle 45011/S ;
Alassane née Alima Aballa, Mle 45037/C ;
Mossi née Amina Issoufou, Mle 45118/D ;
Adamou née Fatima Souleymane, Mle 45120/K ;
Siddo née Aïssatou Abdou, Mle 45290/S ;
Ousmané née Aïssatou Amadou, Mle 45317/L.

**Corps des cadres de la Santé publique
et de l'Action sociale, catégorie D2**

Au 1er échelon de la classe exceptionnelle, indice 210

- Mme Mounkaïla née Mariama Namata, à/c du 01/05/90,
AC/RSM néant, Mle 08443/Z ;
MM. Mahamane Ibrahim, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 12604/R ;
Silly Hamiden, à/c du 01/02/90, AC/RSM néant,
Mle 13500/R ;
Mme Tankari née Kollo Amadou, à/c du 24/07/90,
AC/RSM néant, Mle 13691/R ;
MM. Maman Elhadji, à/c du 01/11/90, AC/RSM néant,
Mle 08456/ ;
Ibrahim Amadou, à/c du 01/05/90, AC/RSM néant,
Mle 14092/Z ;
Mme Idi née Fati Naméoua, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 14519/L ;
MM. Harouna Ganda, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 14964/J ;
Salha Inoussa, à/c du 16/04/90, AC/RSM néant,
Mle 15076/H ;
Mmes Seyni née Kadi Moussa, à/c du 01/05/90, AC/RSM néant,
Mle 15233/E ;
Barmou née Tadaoudou Gagara, à/c du 01/05/90,
AC/RSM néant, Mle 15238/K ;
Abdou née Arziki Mamane, à/c du 01/05/90,
AC/RSM néant, Mle 15242/F ;
M. Yacouba Dan Touré, à/c du 23/09/90, AC/RSM néant,
Mle 15605/T ;
Mme Abdoulaye née Hadiza Abdou, à/c du 01/10/90,
AC/RSM néant, Mle 16414/U ;
M. Amadou Moussa, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 16415/U ;

Au 1er échelon de la classe principale, indice 180

- M. Souley Dan Magagi, à/c du 15/09/90, AC/RSM néant,
Mle 15977/Y ;
Mmes Hassane née Maïmouna Yarou, à/c du 1/1/90,
AC/RSM néant, Mle 15997/C ;
Gado née Fati Ganda, à/c du 24/07/90, AC/RSM néant,
Mle 18356/T ;
Halarou née Safia Issaka, à/c du 1/10/90,
AC/RSM néant, Mle 18435/S ;
MM. Adamou Kissira, à/c du 30/07/90, AC/RSM néant,
Mle 18530/R ;
Amadou Dandibi, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 20041/V ;

- Mmes Harouna née Fatoumata Issaka, à/c du 01/10/90,
AC/RSM néant, Mle 20043/X ;
Alhadey née Salamatou Bikou, à/c du 01/01/90,
AC/RSM néant, Mle 23921/ ;
MM. Hamidou Patinda, à/c du 24/07/90, AC/RSM néant,
Mle 20044/Y ;
Awa Alou, à/c du 01/10/90,
AC/RSM néant, Mle 21916/S ;
Garba Guiwa, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant,
Mle 22359/L ;
Issa Gari, à/c du 01/10/90, AC/RSM néant, Mle 22366/K ;
Malam Sountalma Moussa, à/c du 15/09/90,
AC/RSM néant, Mle 23902/C ;
Mme Amadou née Salèye Souley, à/c du 15/09/90,
AC/RSM néant, Mle 23908/J ;
M. Abdou Garba, Mle 23909/K ;
Mmes Aïchatou Ibrahima, à/c du 15/09/90, AC/RSM néant,
Mle 23910/C ;
Issoufou née Aïssa Djibo, à/c du 15/09/90,
AC/RSM néant, Mle 23911/D ;
MM. Lamine Abdoulaye, à/c du 15/09/90, AC/RS néant,
Mle 23922/G ;
Mohamed Hamza, à/c du 15/09/90, AC/RSM néant,
Mle 23923/H ;

(à/c du 15/09/90, AC/RSM néant)

- Mme Zakou née Rabi Ousmane, Mle 23925/K ;
MM. Salissou Ibrahim, Mle 23926/L ;
Hassoumi Sara, Mle 23927/M ;
Mmes Daouda née Hadjara Yayé, Mle 23928/N ;
Zakou née Bibata Zourkaléini, Mle 23930/G ;
Yacouba née Fati Neino, Mle 23936/N ;
Hamsatou Salifou, Mle 23937/P ;
Bibata Maïguizo, Mle 23938/R ;
M. Zakariaou Salou, à/c du 16/09/90, AC/RSM néant,
Mle 27993/H ;
Mme Mounkaïla née Abbi Bawa, à/c du 15/09/90, AC/RSM
néant, Mle 29120/X.

Au 1er échelon de la 1^{re} classe, indice 140

- MM. Moussa Magagi, à/c du 25/02/90, AC/RSM néant,
Mle 25215/V ;
Lawali Bidi, à/c du 03/02/90, AC/RSM néant,
Mle 30828/A ;
Alkassoum Agali, à/c du 03/02/90, AC/RSM néant,
Mle 30872/E ;
Haïboune Issaka, à/c du 3/2/90, AC/RSM néant,
Mle 32351/V ;
Moustapha Aboubacar, à/c du 20/05/90, AC/RSM néant,
Mle 34697/R ;
Goni Moussa Madji, à/c du 07/12/90, AC/RSM néant,
Mle 34712/X ;
Mahamadou Maman, à/c du 14/03/90, AC/RSM néant,
Mle 34714/Z ;
Mlle Kadidia Soumaila, à/c du 01/09/90, AC/RSM néant,
Mle 34721/Y ;
MM. Alhou Moussa, à/c du 21/03/90, AC/RSM néant,
Mle 34724/B ;
Idi Mahaman, à/c du 01/09/90, AC/RSM néant,
Mle 34723/C ;
Mmes Issoufou née Zara Abdou, à/c du 01/09/90,
AC/RSM néant, Mle 36182/D ;
Djibo née Hadjaratou Ali, à/c du 14/09/90,
AC/RSM néant, Mle 38571/K ;

MM. Sani Mamadou, à/c du 24/01/90, AC/RSM néant, Mle 38572/L ;
 Moussa Touraki, à/c du 04/10/90, AC/RSM néant, Mle 38573/M ;
 Ibrahim Attaher, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 38985/J ;
 Issaka Halidou, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 38993/J ;

Mmes Habibou née Haoua Namata, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 39022/M ;
 Idrissa née Aminatou Ousseini, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 39024/P ;
 Moussa née Fatchima Mamane, à/c du 01/07/90, AC/RSM néant, Mle 39025/R ;

MM. Hassane Abdou, à/c du 10/06/90, AC/RSM néant, Mle 39031/V ;
 Maman Serkin Daka Sani, à/c du 11/04/90, AC/RSM néant, Mle 39032/P ;
 Abdou Achirou, à/c du 11/04/90, AC/RSM néant, Mle 39037/V ;
 Souley Kassou Mahamane, à/c du 04/10/90, AC/RSM néant, Mle 39522/J ;
 Issoufou Lassan, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 39527/P ;

Mmes Amadou née Mariama Niandou, à/c du 04/10/90, AC/RSM néant, Mle 39633/S ;
 Sani née Hassana Malam Gama, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 39634/ ;
 Ahmadou née Nana Aïchatou, à/c du 04/10/90, AC/RSM néant, Mle 39862/F ;
 Adamou née Mariama Bonzougou, à/c du 01/02/90, AC/RSM néant, Mle 39868/M ;
 Aïssata Kanta, à/c du 14/09/90, AC/RSM néant, Mle 40058/P ;
 Yacouba née Mariama Boukary, à/c du 04/10/90, AC/RSM néant, Mle 40130/F ;

Arrêté n° 1797/MFP/T du 20 décembre 1990

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 1432/MFP/T du 18 septembre 1990 sont abrogées en ce qui concerne M. Daouda Beidari, né vers 1972 à Namaro (Kollo), Mle 72/61130/Z.

Arrêté n° 1800/MFP/T du 20 décembre 1990

M^{me} Fatouma Allassane, contrôleur des Postes et Télécommunications de 1^{ère} cl., 2^e éch., Mle 30080, titulaire du diplôme d'inspecteur des Postes et Télécommunications de l'Ecole Multinationale Supérieure des Postes d'Abidjan (Côte d'Ivoire) est reclassée dans le cadre des Postes et Télécommunications en qualité d'inspectrice de 2^e cl., 3^e éch., cat. A2, indice 370 à compter du 9 juillet 1990.

Art. 2. — L'intéressée reste à la disposition du ministère de la Communication.

Imputation : Budget OPT.

Arrêté n° 1802/MFP/T du 20 décembre 1990

Les agents du cadre du Travail, de la Main d'œuvre et de la Sécurité sociale, dont les noms suivent, ayant satisfait au stage

réglementaire, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates ci-dessous indiquées :

CORPS DES INSPECTEURS DU TRAVAIL, CATEGORIE A1

— Néant

CORPS DES INSPECTEURS-ADJOINTS DU TRAVAIL, CATEGORIE A2

M^{lle} Maïmouna Gnegne à/c du 01.10.90, AC/1 an, Mle 60530/H

CORPS DES CONTROLEURS-ADJOINTS DU TRAVAIL, CATEGORIE B2

(A compter du 01-10-90, AC/1 an)

M^{lles} Ghaïchatou Mohamed Hada, Mle 59503/R

Zouweiba Amadou, Mle 59504/S

Alimatou Amadou Saley, Mle 59505/T

Aïchatou Maman Arissou, Mle 59506/U

CORPS DES AGENTS DU TRAVAIL, CATEGORIE C1

M. Hamadou Boureïma, à/c du 01/07/90, AC/1 an, Mle 56969/B

Arrêté n° 1806/MFP/T du 21 décembre 1990

Article premier. — M. Siradja Tata né vers 1971 à Ouacha (Magaria), admis à l'examen de sortie du Centre National d'Instruction des Postes et Télécommunications (CNIPT) de Niamey, est nommé dans le cadre des Postes et Télécommunications en qualité de contrôleur adjoint de 2^e classe, 1^{er} échelon, stagiaire, catégorie C1, indice 165, à compter du 1^{er} juillet 1990.

Art. 2. — L'intéressé est mis à la disposition du ministère de la Communication.

Imputation : Budget OPT, Mle 71/61301/C.

Arrêté n° 1807/MFP/T du 24 décembre 1990

Article premier. — Les agents dont les noms suivent titulaires du diplôme d'inspecteurs de l'Enseignement du premier degré sont reclassés ainsi qu'il suit dans le cadre de l'Enseignement du premier degré en qualité d'inspecteurs primaires à compter du 1^{er} octobre 1990.

Il s'agit de :

En qualité d'inspecteur primaire de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, catégorie A2, indice 539

M. Djiré Bania Moussa, professeur de CEG de 2^e classe, 2^e échelon, Mle 10950/T, PB 1836/C.

En qualité d'inspecteur primaire de 1^{re} classe, 2^e échelon, catégorie A2, indice 578

M. Issoufou Mabey, professeur de CEG de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, Mle 11020/F, PB 1810/C.

Art. 2. — Les intéressés restent à la disposition du ministère de l'Education nationale.

Imputation : BN, chapitre 361-1-10.

Art. 3. — Le présent arrêté met fin à leurs positions de stage.

Arrêté n° 1808/MFP/T du 24 décembre 1990

Article premier. — M. Moussa Malick Niang, né le 18 janvier 1964 à Niamey, titulaire du Certificat de Professorat technique de l'Institut de la formation professionnelle de Médine (Algérie),

section mécanique auto, est nommé provisoirement dans le cadre de la Topographie et du Cadastre en qualité de géomètre adjoint de 3^e classe, 1^{er} échelon, stagiaire, catégorie B2, indice 220, à compter du 22 octobre 1989.

Art. 2. — L'intéressé est mis à la disposition du ministère de la Fonction publique et du Travail et ne peut prétendre à aucun avantage statutaire lié à son appartenance provisoire audit cadre.

Imputation : BN chapitre 341-1-10, PB 386/K, Mle 64/61130/Z.

Arrêté n° 1809/MFP/T du 26 décembre 1990

Article premier. — M. Fouta Boubacar, technicien de santé de 2^e classe, 4^e échelon, Mle 21458 titulaire du brevet de spécialité en entomologie-parasitologie de l'OCCGE de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), est reclassé dans le cadre de la Santé publique en qualité de technicien supérieur de Santé de 2^e classe, 3^e échelon, catégorie A2, indice 370 à compter du 1/10/89.

Art. 2. — L'intéressé reste à la disposition du ministère de la Santé publique.

Imputation : BN chapitre 364-1-10, PB 2000/C.

Art. 3. — Le présent arrêté met fin à la position de stage de l'intéressé.

Arrêté n° 1810/MFP/T du 26 décembre 1990

Article premier. — M. Sadikou Dine, conseiller agricole de 1^{re} classe, 3^e échelon, Mle 14364; titulaire du diplôme de hautes études «Master of science» (spécialité politiques agricoles et administration du développement) de l'Institut agronomique Méditerranéen de Montpellier (France) est reclassé dans le cadre de l'Agriculture en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2^e classe, 2^e échelon, catégorie A1, indice 425, à/c du 7.11.90.

Art. 2. — L'intéressé reste à la disposition du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Imputation : BN chapitre 354-1-10, PB 163/B.

Arrêté n° 1813/MFP/T du 27 décembre 1990

La sanction de révocation avec suspension des droits à pension est infligée à M. Nomao Moussa, infirmier certifié de 2^e classe, 4^e échelon, Mle 35473/G, à compter du 7 décembre 1990, pour abandon de poste.

Imputation : BN chapitre 364-1-10, PB 1884/B.

Arrêté n° 1815/MFP/T du 27 décembre 1990

La sanction de révocation avec suspension des droits à pension est infligée à M. El Hadj Abdou Almou, conseiller agricole de 1^{re} classe, 3^e échelon, Mle 17126/U, à compter du 7 décembre 1990, pour abandon de poste.

Imputation : BN. Chapitre 354-1-10, PB 243/B.

Arrêté n° 1816/MFP/T du 27 décembre 1990

La sanction de révocation avec suspension des droits à pension est infligée à M. Abdoua Souleymane, instituteur de 2^e classe, 3^e échelon, Mle 47607/P, à compter du 7 décembre 1990, pour abandon de poste.

Imputation : BN chapitre 361-1-10, PB 3080/C.

Arrêté n° 1817/MFP/T du 27 décembre 1990

La sanction de révocation sans suspension des droits à pension est infligée à M. Aboubacar Attaher, agent d'administration générale, de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, Mle 15942/L, à compter du 7 décembre 1990, pour fautes lourdes.

Imputation : BN chapitre 317-1-10, PB 205/A.

Arrêté n° 1818/MFP/T du 27 décembre 1990

La sanction de révocation avec suspension des droits à pension est infligée à M. Mahamadou Lawal Saïdou, agent technique d'Agriculture de 2^e classe, 2^e échelon, Mle 54142/N, à compter du 7 décembre 1990 pour abandon de poste.

Imputation : BN chapitre 354-1-10, PB 615/B.

Arrêté n° 1820/MFP/T du 27 décembre 1990

L'agent du cadre de la Sûreté nationale dont le nom suit ayant satisfait au stage réglementaire est titularisé dans son emploi à compter de la date ci-dessous indiquée :

CORPS DES INSPECTEURS DE POLICE, CAT. C1

M. Abdoulrazak Hama, à/c du 01/08/1990, à/c 1 an, Mle 57067/U.

Arrêté n° 1822/MFP/T du 27 décembre 1990

Article premier. — Les agents du cadre de l'Administration générale dont les noms suivent, ayant satisfait au stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates ci-dessous indiquées :

CORPS DES DIRECTEURS ADMINISTRATIFS, CATEGORIE 1

M. Adamou Danguioua, à/c du 8/12/90, AC 1 an, Mle 60487/X.

CORPS DES CHEFS DE DIVISION, CATEGORIE A2

M. Manou Toudou, à/c du 01/10/90, AC/1 an, Mle 26654

M^{lle} Haoua Saïdou, à/c du 01.08.90, AC/1 an, Mle 57769/B

MM. Hima Jacques Kadi, à/c du 01/11/90, AC/1 an, Mle 58093/E

Mahaman Oumarou, à/c du 01/01/90, AC/1 an, Mle 58480/S

Maïdagi Maïkassaoua, à/c du 01.01.90, AC/1 an, Mle 58494/Y;

M^{mes} Jafarou née Ramatou Amadou, à/c du 01.12.90, AC/1 an, Mle 58568/A

Ibrahim née Kawa Mahamane Amadou, à/c du 1.12.90, AC 1 an, Mle 58887/S

MM. Mahaman Bachir Zada, à/c du 26.05.90, AC/1 an, Mle 58914/C

Garba Ali, à/c du 01.03.90, AC/1 an, Mle 58954/L

Yahaya Issaka, à/c du 01.10.90, Mle 59231/G

M^{me} Manou née Aï Kassomou, à/c du 01.10.90, Mle 60724/U

(A compter du 01.10.90, AC/I an)

MM. Mahamadou Bankoula, Mle 59252/M

Mahamoud Elgou, Mle 59253/N

Mahamane Sani Bakabé, Mle 59254/P

Yaou Bakary, Mle 59261/N

Balki Zeino, Mle 59640/A

Morou Abdou, Mle 59641/B

Bouba Haïnikoye, Mle 59262/P

Moutaka Issifou, Mle 59638/G

M^{me} Altiné née Ladi Altine, Mle 59639/H

MM. Aboubacar Issaka, Mle 59642/C

Mahaman Ousmane, Mle 59672/J

M^{me} Sidi née Fatouma Mahaman, à/c du 02.10.90, AC/I an, Mle 59676/N

MM. Cheick Sidi Moutar Issa Gassama, à/c du 1.10.90, AC/I an, mle 59780/N

Abdoul Karimou Moumouni Daouda, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 59857/U

Nouhou Salaou, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 59864/T

M^{me} Hama née Hadiza Oumarou Tchiani, à/c du 1.10.90, AC/I an, Mle 59888/B

M. Daouré Guimba, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 59993/C

M^{me} Abdouramane née Fatima Zarah Elh. Mamadou Abba, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 59994/D

M. Assoumane Rachidou, à/c du 30.11.90, AC/I an, Mle 60005/K

M^{me} Hassane née Salmou Hamza, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60036/T

MM. Souley Djibo, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60042/R

Aboubakar Moussa, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60114/R

Moustapha Inoussa, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60115/S

Mahamane Bachir Fifi, à/c du 02.12.90, AC/I an, Mle 60244/B

Abdou Adamou, à/c du 02.12.90, AC/I an, Mle 60245/C

Mahamadou Abdou Maïga, à/c du 02.12.90, AC/I an, Mle 60246/D

Laouali Labo, à/c du 16.11.90, AC/I an, Mle 60247/E

Abdoulahi Abdousalé, à/c du 24.11.90, AC/I an, Mle 60248/F

Tahirou dit Abdourahmane Abdoulaye, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60328/F

Issoufou Mato, à/c du 01.12.90, AC/I an, Mle 60340/B

Goumat Mahama, à/c du 01.12.90, AC/I an, Mle 60341/C

M^{lle} Habibou Traoré Moussa, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60460/K

MM. Seïdou Garba Madé, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60529/R

Ali Boubacar, à/c du 01.10.90, AC/I an, 60553/R

Mamane Ousmane, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60578/A

Boureïma Elhadji Madougou, à/c du 19.11.90, AC/I an, Mle 60595/B

Chaffi Balarabé, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60636/U

Abdou Koukou Abba Fadaï, à/c du 1.11.90, AC/I an, Mle 60678/E

MM. Aboukar Malan Noufou, à/c du 01.11.90, AC/I an, Mle 60687/F

Mahaman Rabiou Boubou, à/c du 15.12.90, AC/I an, Mle 60976/R

M^{me} Seydou née Aminatou Ousseïni Z., à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 59863/S**CORPS DES CHEFS DE BUREAU, CATEGORIE B2**

M. Boubacar Abdou Salam, à/c du 01.10.90, AC/I an, Mle 60003/H

CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS, CATEGORIE C1

(A compter du 01.10.90, AC/I an)

MM. Moussa Abdoulaye, Mle 59238/P

Souleymane Inoussa, Mle 59239/R

Maman Salifou, Mle 59240/H

Amadou Issoufou Daouda, Mle 59241/J

Ibro Nabassoua, Mle 59242/K

Chékaraou Aladji Gogi, Mle 59243/L

Moussa Adamou, Mle 59500/M

Sabo Batchiri, Mle 59673/K

Naadé Kanini, Mle 59674/L

Ayoubah Mahamane, Mle 60321/Y

CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS, CATEGORIE C2

(A compter du 01.10.90, AC/I an)

MM. Abdoulaye Gaya, à/c du 01.07.90, AC/I an, Mle 40181/T

Bacharou Amani, Mle 59501/N

Yacouba Seydou, Mle 60364/K

CORPS DES AGENTS D'ADMINISTRATION, CATEGORIE D1

(A compter du 01.10.90, AC/I an)

MM. Harouna Saïbou, Mle 60363/J

Saïdou Tanko, Mle 32093

Mato Gambo, Mle 36187/J

Boureïma Idé, Mle 38530/A

Abdou Saley, Mle 39261/D

Oumarou Amadou, Mle 42710/V

Ibro Abdoulahi, Mle 42878/W

Mamane Garba, Mle 59233/J

Seini Garba Alou, Mle 59234/K

M^{me} Idrissa née Salamatou Abdou, Mle 59235/L

MM. Mahaman Habibou Palm Olé, Mle 59244/M

Ibrahim Adamou, Mle 59675/M

M^{lle} Zalika Ousman, Mle 59984/B

Art. 2. — Les agents du cadre de l'Administration générale dont les noms suivent n'ayant pas satisfait au stage probatoire, sont autorisés à redoubler ledit stage à compter des dates ci-dessous indiquées :

**CORPS DES CHEFS DE DIVISION D'ADMINISTRATION,
CATEGORIE A2**

MM. Djibo Moussa, à/c du 01.02.90, Mle 58608/S

Mamoudou Abdoulaye, à/c du 02.10.90, Mle 59702/Y

Arrêté n° 1828/MFP/T du 28 décembre 1990

Est promu au grade supérieur l'agent du cadre de l'Administration générale dont le nom suit à compter de la date ci-dessous indiquée :

**CORPS DES DIRECTEURS ADMINISTRATIFS,
CATEGORIE A1**

Au 1^{er} échelon de la 1^{re} classe, indice 625

M. Abdou Garba, à/c du 07.07.89, AC/RSM néant, Mle 13258/X.

